

République Française

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

2me CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs, Chers Amis,

Beaucoup plus que ne pouvaient le faire des conceptions politiques, ce qui motive notre candidature est **notre angoisse pour la vie lozérienne** parce que, cette vie, **nous la connaissons et nous la partageons avec vous,** effectivement, **jour après jour.**

Formés depuis de longues années à la difficile gestion administrative et financière des Communes et du Département, nous avons découvert, l'un et l'autre, **tous les aspects du drame lozérien :** insuffisance de ressources, charges écrasantes et difficultés de vie, qui entraînent inévitablement l'exode.

Pour connaître vraiement ces problèmes, il ne suffit pas d'aborder la Lozère, quelques jours, au beau temps des vacances, ni de "s'y montrer", pour se faire élire. Il faut y vivre, connaître la vie du voisin et ses difficultés, en supporter soi-même les exigences et les duretés. C'est notre cas.

Il y a pour nous une priorité : LA LOZÈRE ET LES LOZÉRIENS, que nous sauverons ensemble, ou qui s'effaceront progressivement au milieu des difficultés accrues.

LA LOZÈRE PEUT ÊTRE SAUVÉE ET LA VIE PEUT Y ETRE AUSSI HEUREUSE QU'AILLEURS.

Mais il faut pour cela :

— UN ÉQUIPEMENT DÉPARTEMENTAL AVEC UNE AIDE EXCEPTIONNELLE DE L'ÉTAT.

Alors que l'on crie partout : " Aide à l'expansion ", les dépenses de notre **voirie départementale,** à notre charge, sont passées, de 1963 à 1967, de 316 millions à 625 millions, tandis que dans le même temps, la subvention de l'Etat passait de 66 à 70 millions seulement. Comment les contribuables lozériens pourraient-ils continuer à combler la différence, année après année, alors que la Lozère est au dernier rang en France pour valeur du centime, indice de ressources ? Sans parler de la Voirie Nationale jusqu'ici négligée dans son parcours lozérien, la **voirie communale et rurale,** malgré un gros effort des Communes et faute de subventions suffisantes, ne correspond plus aux besoins actuels.

Si **l'Electrification** est à peu près satisfaisante, grâce à l'aide du Syndicat Départemental, il reste beaucoup à faire pour les **adductions d'eau,** les **liaisons téléphoniques,** l'**habitat rural,** l'**organisation scolaire** et **hospitalière.** Point n'est besoin d'apporter de précisions sur ces problèmes, chacun de vous en connaît l'importance et l'urgence.

Cet **EQUIPEMENT PRIMORDIAL** ne peut se réaliser que par une aide exceptionnelle de l'Etat : la qualification de **" Zone Spéciale d'Action Rurale "** attribuée à la Lozère, il y a 8 ans, ne doit plus rester lettre morte, mais devenir, au contraire, une réalité tangible. Ce n'est pas, de notre part, une exigence excessive, mais au contraire, l'application la plus simple de la **Solidarité Nationale,** qui veut qu'avant les dépenses de prestige, ou les aides excessives et sans contrôle, à des oligarchies lointaines, une Nation bien organisée aide par priorité ses citoyens les plus défavorisés. Les crédits nécessaires correspondraient à un infime prélèvement sur les dépenses ruineuses d'un armement atomique déjà dépassé. Ce serait, au surplus, une **Œuvre de Justice** car, à toutes les heures graves de la vie nationale, les Lozériens ont toujours été au premier rang de ceux qui faisaient leur devoir, quel qu'en fût le prix.

C'est donc, parce que les **LOZÉRIENS** ont le droit d'être des **CITOYENS A PART ENTIÈRE,** que nous entendons exiger en leur nom .

— LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE AGRICULTURE, conformément aux Avis et Conseils des *Organisations Professionnelles Agricoles* (Chambre d'Agriculture, Fédération des Exploitants, Syndicat des Jeunes Agriculteurs) qui ont pour nous, sur tous les plans, infiniment plus de valeur et de réalité que les "prospectives" des Gouvernants et de leurs " technocrates ". Il ne faut pas que les Agriculteurs lozériens restent les **derniers Prolétaires** qui désespèreraient, malgré leurs efforts et les progrès de la technique, de pouvoir jamais parvenir à s'élever au-dessus de leur condition ancienne.

— LE SALUT DE NOS ENTREPRISES, qu'il s'agisse de la petite industrie ou de l'Usine de Saint-Chély, du Commerce ou de l'Artisanat, pour qui l'heure est grave face aux Monopoles et aux Trusts.

— L'EXTENSION de NOS ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS, et L'IMPLANTATION de MAISONS de RETRAITE et de REPOS.

— UN ÉQUIPEMENT COMPLET POUR LA JEUNESSE : avec tous les moyens de Formation Professionelle, de Sports, d'Activités Culturelles et de Loisirs. Une véritable politique *SCOLAIRE* ou l'*EDUCATION NATIONALE* devrait occuper sa vraie place dans l'ordre des grandes options à réaliser.

— Une Aide accrue pour le **TOURISME,** en particulier pour la création de résidences secondaires, qui constituent la forme la mieux étalée du tourisme.

— L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION DU TRAVAILLEUR LOZÉRIEN, par l'accroissement de l'emploi, le relèvement des Allocations familiales et en particulier par la suppression de tout **abattement de zone.**

— Une RETRAITE DESCENTE, à 60 ans, pour les personnes âgées qui, au soir de leur vie ont droit à la sécurité, ainsi que la **juste satisfaction des revendications** des Combattants, Mutilés de Guerre, du Travail et Invalides Civils.

Sur le PLAN NATIONAL et INTERNATIONAL, notre conception politique peut se résumer ainsi :

— Soucieux d'une indispensable **stabilité** et respectueux des **institutions,** que le Peuple Français s'est données, nous estimons nécessaire un **juste équilibre des pouvoirs,** qui fasse du Chef de l'Etat un Arbitre ; du Gouvernement le Responsable de la politique ; du Parlement un véritable Organisme Législatif et de Contrôle.

— Dans le **Domaine Economique et Social,** il est nécessaire de corriger les conséquences d'une excessive prolongation d'un plan de stabilisation qui aboutit, dans de nombreux domaines, à l'étouffement et au chômage : de relancer le Commerce extérieur dont la balance est gravement déficitaire ; de redonner à la Sécurité Sociale ses justes ressources, en la libérant des charges qui ne lui incombent pas et qu'elle supporte à tort ; de prévoir un statut juridique pour l'Enfance Inadaptée.

— Nous avons la certitude que la **PAIX** à l'extérieur dépend de la volonté commune et profonde de **tous les peuples** et non d'un seul.

— Nous sommes partisans de la détente avec l'**EST,** mais nous pensons que cela ne doit pas entraîner de rupture avec l'**OUEST.**

— Nous sommes partisans de la **construction de l'EUROPE,** sans exclusive, tant pour la Paix Mondiale que pour la Prospérité Commune.

INDÉPENDANTS et LIBRES à l'égard de toute formation politique, mais ayant l'appui du **Centre Démocrate** et des **Indépendants paysans,** nous entendons ne soumettre nos votes et notre action qu'à l'intérêt public sagement réfléchi, avec le souci constant de la **priorité lozérienne.**

Nous ne sommes **inféodés à personne.**

Nous ne voulons être que des **serviteurs dévoués de la Lozère et de la France.**

Paul VINCENS

NOTAIRE
Conseiller Général de la Lozère
Président de la Commission Départementale

Jules ROUJON

Maire de MARVEJOLS
Conseiller Général de la Lozère
Vice-Président du Conseil Général

Imprimerie CASTANIER-GUERRIER, à MARVEJOLS (Lozère)